

“CETTE CRISE N’EST PAS LA NÔTRE NOUS NE PAIERONS PAS!”

Après les pays arabes, la révolte s'étend en Europe. En Espagne et en Grèce, la lutte des classes est dans une phase cruciale.

En Espagne les manifestations se succèdent, rassemblant régulièrement des dizaines de milliers de personnes contre le «pacte de stabilité et de croissance» de l'Union Européenne (UE).

A Barcelone, les manifestants qui entouraient le parlement de Catalogne ont contraint les élus à rejoindre le parlement en hélicoptère. Les valets de l'UE et du Fond Monétaire International (FMI) craignent le peuple! Ils ont raison.

En Grèce, les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les retraités, les étudiants,... c'est toute la population qui se révolte contre la politique d'austérité (privatisation, coupes claires dans les budgets sociaux, suppression d'emplois publics, baisse des salaires, des retraites...) dictée par le FMI et l'UE.

A Athènes, à Madrid, comme à Barcelone, les slogans sont les mêmes: «Cette crise n'est pas la nôtre nous ne paierons pas!». Les manifestants ont nettement identifié les responsables de la situation. Oui, il est de plus en plus clair pour tout le monde que le capitalisme est en crise, que la spéculation financière ruine les économies nationales et que le FMI et l'UE veulent faire payer la classe ouvrière pour sauver leur système criminel.

D'aucuns ont parié sur l'apathie des peuples, ont élaboré de savantes théories sur la fin de l'histoire et la victoire définitive du capitalisme, ont ironisé sur l'obsolescence de la lutte des classes, sans doute à la fois pour anesthésier la classe ouvrière et pour se rassurer. Mais aujourd'hui la lutte des classes tant honnie, vilipendée et moquée se rappelle au bon souvenir des puissants.

La classe ouvrière et la jeunesse ne se résignent pas. Les indignés deviennent parfois des révoltés qui eux-mêmes peuvent devenir des révolutionnaires. Nous ne pouvons qu'appeler de nos vœux un élargissement de cette révolte à toute l'Europe. La révolution est toujours une idée neuve, en Europe comme ailleurs.

Christophe BITAUD

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 n°: 30 euros
Abonnement de soutien: 40 euros
Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER CCP : 9998 28D Nantes
19 rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Fondateur de publication : Alexandre HEBERT
Directeur : Christophe BITAUD

LE DEBAT SYNDICAL D'ABORD ! C'EST URGENT

Syndicat unique et Union Européenne

Au congrès de la C.E.S., qui vient de se tenir du 16 au 19 mai, a été voté à l'unanimité -donc voté par notre confédération, la C.G.T.-F.O. - le «Manifeste d'Athènes».

De ce fait, la C.E.S. se présente comme une organisation «unicitaire», syndicat unique, qui décide et parle d'une seule voix comme organe subsidiaire de l'union européenne et partie prenante de la C.S.I. qui affirme dans sa déclaration de principe:

«Elle assume la tâche de combattre la pauvreté, la faim, l'exploitation, l'oppression et l'inégalité par le biais de l'action internationale que réclament les conditions de l'économie globalisée, tout comme elle assume la tâche de lutter pour la gouvernance démocratique de cette économie... La confédération exprime son soutien indéfectible aux principes et au rôle des Nations Unies, et à sa légitimité et son autorité uniques..., appelant le respect et l'adhésion de la communauté internationale toute entière».

Qu'est-ce que l'Union Européenne?

- La remise en cause du code du travail, des retraites, de la sécurité sociale, de la laïcité de l'école et de l'Etat,
- La mise en jachère des terres agricoles,
- La privatisation des services publics (Fonction publique, E D.F., G.D.F. ...),
- La marche vers une société totalitaire avec la remise en cause des libertés individuelles et démocratiques par une propagande permanente pour «changer les comportements » jusqu'aux derniers pores des individus dans la société (nouvelle citoyenneté, communautarisme, discrimination positive, développement durable, vie associative...en passant par la pêche, la chasse, le code la route, le tabac, l'alcool...).

Et tout cela au nom d'une prétendue «modernité» et du «management» selon la règle de st Benoît: *«Respect du silence pour laisser parler Dieu - Obéissance au supérieur - Humilité, pauvreté et charité»*, pour... *«parvenir à la sainteté en laissant la grâce de Dieu agir progressivement en soi».*

Comme ça, on comprend mieux pourquoi st Benoît a été proclamé, en 1958, *«Père de l'Europe».*

Drôle de modernité et de management qui continuent aujourd'hui de s'inspirer de la règle de st Benoît.

Quand on y ajoute les médias et «l'intelligentsia», relais de la propagande d'Etat, sans précédent et dans tous les domaines, on est obligé de constater que tous les ingrédients sont réunis pour l'éclosion des Etats totalitaires sous l'égide de l'U.E..

Et on nous dit qu'avec l'Europe, on peut s'opposer aux impérialismes et éviter la guerre mondiale...Quels mensonges! Les Etats-Unis ont provoqué le dépôt de bilan de leur économie comme conséquence unique de leur propre politique. L'U.E. n'a pas trouvé mieux que d'importer le virus au lieu de l'empêcher, entraînant des licenciements, la baisse des salaires, la mise en cause de la protection sociale...

En ce qui concerne la guerre, Anatole France écrivait: *«On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels».* Aujourd'hui, il aurait certainement remplacé les industriels par les spéculateurs financiers de tout bord, véritable maffia qui prétend contrôler les finances au plan mondial, avec leurs serviteurs politiques des gouvernements nationaux.

Par ailleurs, l'esprit grégaire unit les médias, les politiques, les gouvernements, les associations...pour une «guerre juste». En d'autres termes, il s'agit de faire croire qu'on va donner, par la force militaire, la liberté aux peuples opprimés par leurs propres tyrans. C'est les préparer à accepter la servitude que ne manqueront pas de leur imposer les «donneurs de liberté».

Faut-il s'étonner que, face aux révoltes des peuples d'Afrique du Nord, cet esprit grégaire s'accorde avec les gouvernements interventionnistes pour chasser les dictateurs mais surtout garder le système?

Quand les peuples, par leurs mouvements, cherchent à changer le système - comme c'est le cas en Tunisie - on leur offre le procès de Ben Ali, bien entendu en son absence. On se rapproche de plus en plus de st Benoît en s'éloignant de Jean Jaurès.

Le «Manifeste d'Athènes»:

Dans ces conditions, notre confédération, la C.G.T.-F.O., doit-elle rester membre de la C.E.S.?

La question est posée à tous les militants et adhérents de l'organisation syndicale.

Dans ce «Manifeste», on lit :

«... Dans ce contexte, nous sommes déterminés à combattre la puissance montante de l'extrême droite et de ses alliés nationalistes bornés et militer pour une Europe sociale. Nous agirons dans ce but lors des prochaines élections parlementaires européennes; ... ».

Si j'ai bien compris, la C.E.S. se livre à une forfaiture en assimilant les citoyens qui ont rejeté le projet de constitution européenne, à d'affreux nationalistes.

Le dernier congrès des syndicats de la C.G.T.-F.O., en février 2011, à Montpellier, a réaffirmé avec force son indépendance vis-à-vis des partis politiques, des églises et de l'Etat, et sa volonté de promouvoir la démocratie syndicale.

Il est bien entendu que la position unanime de la C.E.S. est incompatible avec le syndicalisme libre et indépendant.

Peut-on imaginer notre confédération combattre «l'extrême droite» et «ses alliés nationalistes»?

Assurément NON, puisque 54% des français ont rejeté le projet de constitution européenne lors du référendum du 29 mai 2005, obligeant ceux qui nous gouvernent, tous partis politiques confondus, à passer par le traité de Lisbonne, évitant ainsi un nouvel échec au référendum.

Est-ce que la confédération est prête à «combattre», avec la C.E.S. et «détermination», les 54% du peuple français qualifiés de «nationalistes»?

Ajoutons que la C.G.T.-F.O. n'a jamais agi lors des élections politiques, fussent-elles parlementaires ou européennes.

Pour conclure, et au vu de la gravité de la situation au plan européen où la Grèce, le Portugal (Helena André, ex-secrétaire générale adjointe de la C.E.S., s'est vue nommée, en 2009, ministre du Travail du gouvernement socialiste d'austérité), l'Espagne, l'Irlande, sont le théâtre de mouvements de la classe ouvrière, sans précédent depuis plusieurs décennies, avec la situation explosive en Italie et les prémices d'une révolte en France, il s'impose, en conformité avec la démocratie syndicale, de débattre afin que la confédération puisse prendre ses décisions en fonction de la volonté de ses militants et adhérents.

Bertrand KANBAN

Pour l'information de nos lecteurs, nous publions ci-dessous l'éditorial de Marc Hébert, secrétaire général de l'Union Départementale C.G.T.-F.O. du Finistère, dans le dernier numéro du journal de l'UD «L'Avenir syndicaliste».

JUSTICE EST FAITE!

L'assassinat d'un homme désarmé à son domicile devant sa femme et ses enfants, par un groupe de commando, est qualifié par Monsieur le Président des USA, celui de la République Française et consorts comme «un acte de justice» alors qu'il ne s'agit que d'une exécution, celle de Ben Laden.

Les États Unis refusant de ratifier l'accord de reconnaissance du Tribunal Pénal International font la justice en cow-boy, celle des shérifs.

L'on est bien loin des procès de Nuremberg où les responsables du IIIème Reich, coupables de l'extermination de plusieurs millions de personnes pour leurs origines ethniques, leurs préférences sexuelles, religieuses, leurs idées politiques, philosophiques, ont eu droit à un procès, à répondre des chefs d'inculpation, à préparer leur défense et se voir juger. Un seul fut l'objet d'une peine de prison de 20 ans, tous les autres furent exécutés. Aujourd'hui, les minutes de ce procès sont édifiantes sur les complicités, les silences,...

Mais là, non, pas de procès, pas d'acte d'accusation, pas de défense: liquidation et disparition du corps, pas de martyr, pas de lieu de pèlerinage.

Ce bref rappel pour dire qu'une telle justice, c'est l'arbitraire, c'est la barbarie et c'est l'exemple que donnent les pays occidentaux, de la démocratie...

Quel respect pour les règles de droits, les règles de la guerre?

Lorsque j'étais petit, on nous apprenait à ne pas taper un homme à terre!

Voilà ce que le système occidental et, en premier les USA, montre en exemple partout, un système sécuritaire, totalitaire qui se permet de bafouer les règles sur la détention des prisonniers de Guantanamo, sur la torture et sur l'exécution de centaines de personnes par an (souvent pauvres, noirs ou sud-américains) sur son propre territoire avec des procédures judiciaires «à la hache».

Ce sont les mêmes qui, au nom de la défense des droits de l'homme, déclarent la guerre en Libye contre Monsieur Kadhafi mais critiquent avec fermeté, mais sans plus, les massacres au Yémen, Syrie, la répression en Arabie Saoudite. La guerre pour les droits de l'homme est comme la plupart des guerres une guerre économique, histoire de s'approprier les réserves ... de pétrole, business is business. Pas de morale, du cynisme et la couverture médiatique pour «faire croire».

Cela peut paraître loin des préoccupations d'un syndicaliste. De quoi se mêle-t-il, celui-là? La réponse est simple: de ce qui me regarde!

Car si, les états qui nous gouvernent sont capables de telles forfaitures, il faut bien comprendre qu'il en est de même dans tous les secteurs d'activités. Il en est ainsi de la crise financière de 2008, qui a mis au jour l'effet néfaste de la spéculation boursière des fonds de placement sur l'économie réelle, crise qui a plongé toute l'économie mondiale dans le marasme et la récession avec son cortège de drames, de faillites, de chômages, de désolation, de morts. Cette «crise» qui résulte d'une gestion financière mondiale auprès de laquelle la mafia, Al Capone et autres font penser à des enfants de chœurs. Une gestion criminelle qui ruine des populations entières avec cynisme, qui n'accepte aucune entrave et qui pour soigner les pays malades de cette peste, leur administre par l'intermédiaire du FMI, des purges et régime d'austérité, d'une brutalité extrême: exit les droits sociaux, sécurité sociale, retraite, assurance chômage, service public.

Et tout le beau monde économique et médiatique de dissenter sur les vertus de telle ou telle précarisation, mais qu'est l'homme devenu dans tout cela? Que devient la société? Peu nombreux sont ceux qui disent qu'il s'agit de la mise en place d'un monde barbare, totalitaire. Non seulement il n'y a pas beaucoup de

monde pour le dire, mais pas beaucoup non plus pour dire qu'une seconde crise économique aussi, voire plus forte que celle de 2000, arrive.

Mais, d'indignés les manifestants de Grèce, d'Espagne pourraient bien devenir des insurgés. La Grèce prend le chemin de la révolte.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets, la spéculation financière n'a pas été stoppée, les bulles financières continuent et la catastrophe arrive.

Pendant ce temps, les gouvernements de l'UE expliquent qu'il faut réduire les déficits publics et que l'on ne peut pas dépenser plus que l'on ne gagne, qu'il faut donc restreindre les dépenses publiques, moins de service public, moins de fonctionnaires (privatisation ou abandon de certains secteurs prétendus non rentables), blocage des salaires, remise en cause des droits des salariés ...

Tout est lié, notre monde est livré à l'appétit des spéculateurs du capitalisme et tout ceci enrobé par une doctrine libérale qui donne un discours «convenable» pour couvrir une entreprise de spoliation sans précédent. Les conséquences sont directement mesurables tous les jours au travail, le stress, la souffrance, les fins de mois impossibles sont devenus le lot commun, partout les salariés sont exploités, opprimés. Plus de vie privée, disponibilité sous 7, 3 jours voire 0 jour, mobilité imposée (80 km), tous des pions, bons à être pressurés et jetés quand leur taux de rendement diminue.

Le syndicalisme doit intégrer cette situation notamment la précarisation, l'individualisation, pour organiser la résistance et imposer des règles sociales de haut niveau, renverser cette société d'exploitation, de crimes en col blanc, de marchandisation, renverser le système capitaliste en reprenant collectivement les grands moyens de protection, énergie, transports, eau, ... grandes industries, banques, en rétablissant un service public digne de ce nom, assurant l'égalité de droit et d'accès de tous les citoyens.

La gravité de la situation se mesure également par des choses simples ainsi le stage organisé par l'UD FO-29 les 23 et 24 juin sur le stress, la souffrance au travail, le harcèlement qui était prévu au départ pour 30 participants; c'est aujourd'hui plus de 100 camarades qui sont inscrits.

Il va de soi, qu'après ce constat, je ne peux qu'être très réservé sur l'orientation actuelle de la confédération qui sort son stylo plus vite que son ombre pour signer des accords discutables voire condamnables et qui de toute façon ne sont que des acceptations de recul. Pourtant il y aurait nécessité à durcir nos positions, à refuser de cautionner les reculs des droits des salariés (exemple: assurance chômage) au nom du nécessaire équilibre budgétaire. Je t'en foutrais de l'équilibre budgétaire! Comment peut-on dans le même temps crier contre la constitutionnalisation de l'interdiction des déficits? Qu'ils m'expliquent donc où est le twist dans leur raisonnement?

Alors, les spécialistes, les économistes, journalistes, politiques peuvent nous expliquer ce qu'ils veulent, tout ce qu'ils veulent! Une chose est sûre, nous sommes sur un baril de poudre et la mèche est allumée, toute la question est de savoir quelle est la longueur de la mèche et si c'est nous qui devons sauter ou bien si nous ne pouvons pas jeter le baril de poudre chez les responsables politiques qui nous entortillent avec des salades électorales aux différents parfums droite/gauche mais, finalement toujours nauséabonds. Alors, camarades, il est temps pour nous de radicaliser nos positions et nos actions, de dénoncer les manifestations mascarades et de reprendre le chemin des conquêtes sociales.

1936, si elle fut l'année des grandes conquêtes, ce n'est pas aux politiques que nous le devons mais, aux grèves qui se sont développées sur tout le pays et ont obligé le gouvernement de Léon Blum à négocier.

Je n'ai pas du tout, comme chacun d'entre vous, digéré la réforme des retraites ni d'ailleurs, toutes les autres et, si le temps n'est pas venu de la révolution que celui de l'action syndicale d'action directe, libre et indépendante le soit. C'est à quoi je vous invite vivement, et le plus vite possible sera le mieux.

Contestons, militons, agissons !!!

Et comme l'année dernière, sous le sable, les pavés, bonnes vacances.

Marc HEBERT

Cet éditorial d'Alexandre Hébert «*La roue de l'histoire*», publié dans *L'Ouest-syndicaliste* en juin 1977, a fait beaucoup de bruit à l'époque ...

Aujourd'hui, on est tenté de dire: sur le fond, rien n'est changé, comme le confirme le paragraphe suivant: «Par les thèmes qu'ils développent, les anti-nucléaires et autres écologistes fournissent un alibi au système capitaliste incapable de maintenir le développement des forces productives. Avec les campagnes, les actions qu'ils organisent, ils proposent un substitut au processus de la lutte des classes qui demeure, ne leur en déplaise, le véritable moteur de l'histoire».

Mais il nous reste à apprécier le degré d'incapacité du système capitaliste à développer les forces productives aujourd'hui.

En effet, depuis, les positions des politiques de droite comme de gauche ont glissé inexorablement vers une société totalitaire d'inspiration moyenâgeuse, incompatible avec le développement et la maîtrise des énergies. De ce fait, par l'intermédiaire des médias, ils nous infligent un bourrage de crâne en règle s'accroissant depuis la catastrophe de Fukushima. Pour éviter l'apocalypse, disent-ils, il faut «*sortir du nucléaire*» progressivement avec une consommation d'énergie de plus en plus rare et de plus en plus chère.

Les écologistes jouent un rôle prépondérant pour valoriser cette politique, en chassant le diable nucléaire. C'est ainsi qu'ils tentent de justifier, devant l'opinion publique, les désengagements des gouvernements au profit du secteur privé pour ce qui concerne la maintenance et la sécurité des centrales nucléaires civiles, en poursuivant le démantèlement de EDF-GDF et de la recherche publique.

Ce qu'on peut remarquer, depuis la catastrophe de Fukushima, c'est le silence assourdissant, sur l'utilisation des énergies fossiles (gaz, charbon, lignite) génératrices de gaz à effet de serre et du réchauffement climatique, des tenants de la propagande savamment orchestrée, hier.

Ainsi, en utilisant les écologistes de manière intensive, le pouvoir capitaliste est en passe de liquider tout développement des forces productives.

Sauf que, comme l'écrivait Alexandre, le processus de la lutte des classes est «le véritable moteur de l'histoire».

Bertrand KANBAN

LA ROUE DE L'HISTOIRE ...

«C'est près du Rhône, à deux lieues de Valence, au petit bourg d'Etoile, que pour la première fois la proviate est abjurée; quatorze communes rurales du Dauphiné s'unissent entre elles et se donnent à la grande unité française (29 novembre 1789)».

MICHELET - Histoire de la Révolution Française

Autour des années 34-36, les partis de droite, on disait alors les «lignes factieuses», menaient leur combat au nom de la «*France aux Français*», ce qui conduisait leurs partisans à vociférer «*A bas les métèques*» tant il est vrai que le nationalisme conduit au racisme et à la xénophobie.

A la même époque, les partis ouvriers - il en existait encore, depuis progressivement ils sont devenus des partis «*se réclamant de la classe ouvrière*» pour, finalement se muer en «*partis populaires*», défendaient les principes de l'internationalisme ouvrier. Il est vrai que, quelques années plus tard, le P.C.F. fondait le «*Front National*» dont la fière devise était «*France d'abord*» qu'ils opposaient au «*Deutschland uber alles*» (L'Allemagne au-dessus de tout!) des nazis.

Quarante ans plus tard, en l'an de grâce 1977, il n'existe pratiquement plus d'hommes de droite... Ils sont devenus «*de gauche*». Il faut croire que cette mutation nécessaire laborieuse ne les a pas grandis mais plutôt rapetissés. Aujourd'hui, les hommes de droite ... pardon! de gauche, formés dans les diverses officines du parti catholique - qui, soit dit en passant, demeure leur véritable parti - n'exigent plus la «*France aux Français*», mais «*La Bretagne aux Bretons*», «*La Corse aux Corses*», «*L'Occitanie aux Occitans*» et, si j'en crois une récente émission radiophonique, «*La Guyane aux Guyanais*». Autrement dit et si on se réfère à Michelet, ils auraient pris deux siècles de retard.

Depuis quelques années, la petite bourgeoisie et une partie de la paysannerie se sont senties, tout à coup, devenir révolutionnaires. Il faut reconnaître, qu'en 1977, «*révolutionnaire*» sonne mieux que «*réactionnaire*», mais n'en déplaise à ces messieurs, si on s'en tient au sens des mots tous ces fougueux croisés du «*régionalisme*», de «*l'écologie*» ou de la «*lutte contre le nucléaire*», non seulement ne sont pas des révolutionnaires mais bel et bien des réactionnaires, c'est-à-dire des gens qui «*s'opposent aux modifications politiques et sociales rompant avec les principes traditionnels et tentent de faire revivre les institutions du passé*».

De tout temps les réactionnaires ont opposé leurs certitudes à «l'aventurisme» des novateurs. Politiquement, ils spéculent sur la crainte du changement et ont, tout naturellement, tendance à opposer aux dures réalités de la vie sociale à laquelle l'homme est condamné, le mythe du «paradis perdu», ce qui les conduit à idéaliser le passé et à opposer la «bonne nature» aux activités démoniaques de l'homme.

Dans certains milieux gauchistes où la logique de ces conceptions est poussée jusqu'au bout, il est de bon ton de vitupérer la «société de consommation» qui est, comme chacun sait, aliénante et de réhabiliter le moyen-âge considéré quasiment comme l'âge d'or.

Tout ceci est à proprement parler grotesque et ne nécessite guère qu'on s'y arrête.

LE NUCLEAIRE OU LA PEUR DE L'AN MIL

Par contre, la campagne «contre le nucléaire» pose des problèmes infiniment plus sérieux.

Cette campagne s'appuie sur le traumatisme causé par la découverte et l'explosion de la bombe atomique. Elle tend à interdire à l'E.D.F. (société nationalisée) d'utiliser l'énergie nucléaire pour fabriquer l'électricité dont nous avons besoin. Il faut remarquer que le CERES, tendance du parti socialiste, animée par M.Chevènement, est associé à la campagne anti-nucléaire. Or, M.Chevènement et son ami Antoine Sanguinetti se prononcent pour la «force de frappe», autrement dit pour une éventuelle utilisation de la bombe atomique ... comprenez qui pourra!

Dans un pays comme la France, sous peine de voir radicalement remises en cause nos conditions matérielles d'existence, il faut, dans les dix ans, doubler la consommation d'énergie électrique. Un tel taux de croissance exige impérieusement une diversification des ressources énergétiques, le temps n'est plus où on pouvait naïvement imaginer que la «houille blanche» (aujourd'hui certains nous parlent de «l'énergie solaire») suffirait à couvrir les besoins. Or, dans l'état actuel de nos connaissances, seule l'utilisation de l'énergie nucléaire permet de faire face à l'accroissement de la consommation de l'énergie électrique sans laquelle il faudrait nous résigner à revenir à des conditions de vie moyenâgeuses.

Reste le problème de la pollution. Toute activité humaine se fait au détriment de l'environnement et d'une certaine manière «pollue».

Les adversaires du nucléaire admettent comme normal l'utilisation de combustibles comme le charbon, le fuel ou ... les ordures ménagères. Or, contrairement à ce qu'ils avancent, l'utilisation de ces divers combustibles est infiniment plus dangereuse et plus polluante que l'utilisation du nucléaire.

On aimerait que tous ces infatigables marcheurs, intrépides adeptes du «sitting» et enfonceur de «portes ouvertes», qui brandissent l'épouvantail du nucléaire et qui, par ailleurs, pleurent sur la fermeture des mines de charbon, aient une toute petite pensée pour des millions et des milliers de mineurs morts ou mutilés des suites d'accidents de la mine et de la silicose. Peut-être pourraient-ils également penser à tous ceux qui ont vu leurs poumons irrémédiablement détruits par les fumées des usines dont les chaudières étaient alimentées au charbon ou au fuel.

Bien entendu, cela ne veut pas dire qu'il ne faille sous-estimer dans les centrales nucléaires OU AILLEURS les problèmes de sécurité et on peut considérer qu'une des tares du capitalisme est précisément d'avoir délibérément sacrifié la santé et la vie des hommes aux nécessités de la recherche du profit. C'est d'ailleurs pourquoi il nous semble indispensable que la production d'énergie d'origine nucléaire échappe au secteur privé et soit maintenue au secteur nationalisé où les règles de sécurité sont finalement mieux observées.

Mais, en dernière analyse, le problème n'est pas là.

Par les thèmes qu'ils développent, les anti-nucléaires et autres écologistes fournissent un alibi au système capitaliste incapable de maintenir le développement des forces productives. Avec les campagnes, les actions qu'ils organisent, ils proposent un substitut au processus de la lutte des classes qui demeure, ne leur en déplaise, le véritable moteur de l'histoire.

Ce faisant, ils ne peuvent faire autre chose que de nous proposer de tenter de «faire tourner la roue de l'histoire à l'envers», ce qui les condamne, en dépit des falsifications ou des maquillages dont ils usent, à finalement apparaître pour ce qu'ils sont véritablement: DES REACTIONNAIRES!

Alexandre HEBERT